

Montpellier le, 16 décembre 2022

**Commission Départementale de la Nature, des Paysages et
des Sites (CDNPS)
Formation « Carrières »**

**SEANCE DU 8 NOVEMBRE 2022 PORTANT
SUR LE PROJET DU SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES**

La Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites s'est réunie, le mardi 8 novembre 2022 à 9 heures 30, salle Jean Moulin à la Préfecture, sous la présidence de M. Frédéric POISOT, Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault.

Assistaient à cette réunion, en qualité de membres :

M. Philippe CHARTIER - rapporteur (DREAL Occitanie)
M. Florian VARRIERAS (DREAL UD 34)
M. Thierry DURAND (DDTM Adjoint)
M. Jérôme BOISSON (conseiller départemental)
M. Philippe DOUTREMEPUICH (représentant des maires de l'Hérault)
M. Jean-Marc BOYER (salarié LRM)
M. Charles HENRY (salarié BRISSE-EIFFAGE)
M. Matthieu CHEVAUX (salarié CMSE BETON)

Étaient excusés :

M. Lionel GAYSSOT, maire de Saint-Génès-de-Fontedit
Mme Aurélie HARNEQUAUX, DRAC-UDAP 34

Assistaient également à cette réunion :

Mme Pierrette OUAHAB, chef du bureau de l'environnement
Mme Sylvie GUESSAB, stagiaire ENA auprès du préfet
Mme Yvane RENNELA, bureau de l'environnement, préfecture de l'Hérault

Après vérification que le quorum est atteint (soit au moins huit membres présents pour délibérer valablement), le dossier figurant à l'ordre du jour est examiné.

M. Thierry POISOT ouvre la séance pour l'examen du dossier figurant à l'ordre du jour.

A – PRESENTATION DU PROJET par M. CHARTIER, rapporteur.

1) Le Schéma Régional des Carrières (SRC)

Textes fondateurs :

- Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à l'urbanisme renoué
- Le décret n° 2015-1676 du 15 décembre 2015

Le schéma régional des carrières (SRC) est un document de planification d'une validité égale à 12 ans qui définit l'approvisionnement du marché en matériaux pour le bâtiment et travaux publics (BTP), l'industrie et la profession traditionnelle à savoir les roches ornementales et les constructions.

Élaboré et approuvé par le préfet de région, le SRC se substituera aux schémas départementaux des carrières. Il appréhende l'activité économique dans sa globalité, de l'extraction à l'utilisation. Il comprend notamment un bilan des 13 schémas départementaux des carrières d'Occitanie, un état des lieux avec des objectifs quantitatifs de production pour répondre aux besoins.

L'avis des 13 Commissions Départementales, Nature et Paysage des Sites (CDNPS) est requis préalablement à son approbation qui devrait intervenir en 2023.

a) Mise en œuvre

La préparation du schéma s'appuie sur un comité de pilotage régional (COPIL) présidé par le préfet de la région Occitanie et composé de 4 collègues. Il s'est réuni à 4 reprises depuis le début des travaux, mi-2018.

Lors de son élaboration, des réunions bilatérales se sont tenues avec des groupes de travail thématiques et géographiques en fonction des besoins. Une concertation préalable ainsi que la saisine des EPCI et les structures porteuses de SCOT a eu lieu début d'année 2022.

Une mise à disposition du public interviendra ultérieurement.

b) Objectifs

Le SRC fixe les orientations dont :

- les conditions générales d'implantation des carrières ;
- les gisements à intérêts national et régional ;
- l'utilisation rationnelle et économe des ressources ;
- la logistique nécessaire à la gestion durable des différents types de matériaux et classes ; d'usage (granulats, minéraux industriels, roches ornementales et de construction).

Il définit les mesures :

- indispensables à sa compatibilité avec les autres plans/programmes ;
- permettant d'éviter, réduire ou compenser les impacts des exploitations vis-à-vis des enjeux environnementaux (tels que l'économie circulaire et le recyclage des déchets), agricoles et sylvicoles, par rapport aux ressources secondaires pour l'approvisionnement notamment en équivalent de granulats.

2) Modalités pratiques d'élaboration et enjeux

Le SRC doit être compatible avec divers documents dont, les SDAGE et SAGE ainsi que les chartes des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux. Par ailleurs, les Scot et les plans d'urbanisme ainsi que les autorisations d'exploitation de carrières doivent être également compatibles avec le SRC.

Dans l'Hérault, il y a 41 carrières et un peu moins de 500 dans l'ensemble de l'Occitanie dont 300 en matériaux de construction de granulats, une centaine sur les roches ornementales et de construction et une soixantaine sur les roches et minéraux industriels.

Pour les granulats, la production majoritaire dans la région est de plus de 90 %, d'environ 1 % pour les roches ornementales et de 10 % pour les roches industrielles .

En Occitanie, les bassins du pourtour méditerranéen sont les premiers consommateurs de granulats avec 35 % de la consommation régionale (environ 39 Mt/an).

Le besoin annuel est estimé à plus de 5 Mt pour le bassin Montpelliérain et à 2,7 Mt par an pour le bassin Bitérois. Ces deux bassins héraultais sont actuellement en quasi-équilibre.

Les enjeux économiques et environnementaux sont :

- les entreprises peuvent apporter une contribution à l'économie locale de par les emplois indirects ;
- le SRC prend en compte la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la préservation de la ressource en eau, la nécessité d'une gestion équilibrée et partagée de l'espace.

Sur le plan régional, il s'agit de :

- définir une stratégie d'accès à la ressource, en prenant en compte plus particulièrement : les zonages réglementaires ou législatifs d'exploitation des carrières, les perceptions, les enjeux agricoles et forestiers ainsi que la logistique ;
- d'anticiper les conditions de remise en état des carrières.

3) Orientations et principales dispositions proposées avec échéances

a) Le choix d'approvisionnement

Le scénario retenu, est considéré comme étant le plus à même, de répondre aux besoins d'approvisionnement et de préservation des enjeux. Il est basé sur une stabilisation du ratio de besoin en tonne par habitant de granulats, et une évolution tendancielle du besoin. Cette évolution est liée à l'augmentation de la population, nonobstant le besoin généré par les grands travaux.

Ce scénario ne prend pas en compte une diminution possible des besoins, au regard des politiques publiques, de maîtrise de la consommation de la ressource et de l'espace, dont les impacts de mise en œuvre sont particulièrement difficiles à estimer.

L'évaluation du schéma à 6 ans, ainsi qu'une étude des besoins plus fréquente dans les prochaines années, permettra de mesurer l'impact des politiques publiques locales à venir sur le besoin en matériaux.

En ce qui concerne les granulats, selon les hypothèses de projection à 12 ans, l'autonomie du bassin le plus important à savoir Montpellier, Nîmes et Béziers, pourrait diminuer de manière importante dès 2025. Outre l'évolution de la population, certains grands projets influent sur le besoin en matériaux tel que la construction de la LGV Montpellier-Béziers programmée en 2027-2030 avec un besoin estimé de 800 000t par an pendant 4 ans.

Les déchets verts sont également pris en compte, comme ressource secondaire dans ce schéma, avec une estimation de valorisation à 3Mt et un objectif d'ici 2031 de l'ordre de 5Mt.

La région a été découpée en 26 bassins dont la plupart, notamment celui de Montpellier seront en tension dès 2031. Le bassin du Bittérois qui est à peu près en équilibre, sera à l'horizon 2031 en besoin d'où la nécessité d'augmenter la production des roches et des matériaux au regard de l'évolution de la population.

En conséquence, le maintien d'un niveau de production suffisant, doit être assuré par le renouvellement des autorisations de carrières (leur durée est limitée entre 15 et 30 ans), souvent associé à des demandes d'extension géographique. Le schéma des carrières privilégie ces extensions plutôt que la création de nouveaux sites.

Il est nécessaire de renouveler, ou d'étendre les nouvelles carrières pour assurer les besoins estimés dans le cadre des travaux à venir.

b) Les orientations

Les 6 orientations développées dans le schéma seront de :

- garantir un approvisionnement durable en matériaux en réponse aux besoins ;

- favoriser le recours aux ressources secondaires et aux matériaux de substitution, en matière de recyclage et valorisation en centrales d'enrobage, des déchets inertes du BTP ;
- respecter les enjeux environnementaux du territoire, pour l'implantation et l'exploitation des carrières ;
- favoriser une remise en état des carrières concertée et adaptée ;
- avoir recours dans toute la mesure du possible, aux modes de transport les moins impactant ;
- assurer une gouvernance du schéma.

Les orientations visent, à favoriser le recours aux ressources secondaires, pour espérer passer de 3 à 5Mt issus du recyclage d'ici 2031.

B – DISCUSSION

M. DOUTREMEPUICH (maire de Causse de la Selle) regrette la brièveté de l'examen de ce dossier compte tenu de son importance. Il aurait souhaité disposer des documents plus en amont de la commission.

De même, il ajoute que ce schéma qui auparavant était départemental et maintenant régional, complique la tâche des élus, car il s'éloigne des territoires de proximité.

Il souligne un problème d'interaction, notamment en matière de documents d'urbanisme. Il en précise la hiérarchie, PLU, SCoT et SAGE qui se situent au sommet. Il observe que la concertation n'a pas été suffisamment approfondie, notamment au regard des Scot dont l'élaboration est onéreuse pour les élus. Il rappelle que l'eau est prioritaire.

Point particulier : Il précise que concernant les gisements de granulats d'intérêt particulier, il semblerait que contrairement aux carrières classiques, ces schémas s'imposent aux SCoT et non pas l'inverse.

Il ajoute qu'il serait curieux qu'un document d'urbanisme approuvé par l'État, accepte que les implantations de ce type de gisements sur les territoires communaux, se fassent sans pouvoir donner un avis. Il signale que ce point serait à revoir, car cela risque d'engendrer une insécurité juridique. Il se pose également la question de leur intégration dans les documents d'urbanisme.

Il s'interroge sur la place du schéma : « s'appuie-t-il sur les Scot ou l'intègre-t-il ? »

Il insiste particulièrement sur le problème des transports ainsi que de la pollution de l'air occasionnée par les travaux de la ligne LGV Nîmes-Montpellier.

Enfin, il conclut en demandant par rapport aux comités de pilotage prévus : « qu'elles sont les institutions qui seront présentes et est-ce que les collectivités y seront représentées ? »

M. POISOT demande des éléments de réponse et déclare que concernant la rapidité de l'information, le même procédé a été appliqué dans les autres départements, et que ces observations ont été formulées par ses collègues et homologues.

Il ajoute qu'il s'agit d'un changement d'échelle et d'une vision plus stratégique sur le plan régional. Il précise que le SRC répond aussi aux problématiques évoquées concernant les besoins en tensions, et les impératifs vers lesquels on doit tous tendre de transition écologique.

Il interroge la DREAL sur la compatibilité du gisement de granulats et le fil directeur, entre le schéma régional et les schémas de cohérence territoriaux (Scot).

M. CHARTIER explique que les granulats d'intérêt particulier ne sont ni d'intérêts régionaux ni nationaux, et que c'est un sujet sur lequel ils sont en train de travailler en groupe de travail. Il souligne que ces gisements ont vocation à être pris dans les documents d'urbanisme, pour qu'il y ait bien un accès aux ressources.

Il poursuit en déclarant qu'il y a deux sujets : d'une part les gisements d'intérêt général et d'autre part l'observatoire des matériaux.

M. POISOT signale l'importance de la compatibilité des documents d'urbanisme. Il s'interroge et demande quelle est la règle qui prévaut.

M. CHARTIER répond que les services sont en attente des éléments de précision sur ce sujet.

En l'état des connaissances actuelles, il indique que le SRC doit être compatible avec le SAGE et poursuit en précisant que les PLU et les ScoT devraient prendre en compte le SRC.

M. POISOT demande en citant un exemple : « son ScoT doit être révisé dans 4 ans, le SRC intervient en 2023, est-il dans l'obligation de réviser son ScoT pour intégrer le SRC avant sa révision des 4 ans ? »

M. CHARTIER déclare ne pas disposer de ces informations.

M. POISOT demande si le SRC aura une valeur normative supérieure au ScoT.

M. CHARTIER répond par l'affirmative, dans la hiérarchie des textes les SAGE sont au-dessus, ensuite le SRC et en dessous les ScoT.

Compte tenu de ces éléments, **M. POISOT** indique que le SRC sera bien un document d'urbanisme supérieur au ScoT. Il précise que ce schéma est décidé et approuvé à l'échelon régional, alors que le ScoT est un document territorial et local, d'où son inquiétude sur les problématiques territoriales propres.

M. CHARTIER répond que les structures seront accompagnées selon des modalités restant à définir, une fois le SRC approuvé.

M. HENRY (salarié) souligne que :

– d'une part, concernant les matériaux naturels, le département de l'Hérault n'est pas un cas isolé. Sur le territoire, il souligne l'équilibre précaire entre les besoins et la production avec des zones en tension, notamment pour les matériaux durs utilisés pour les routes, où la tension est très forte.

Il précise que les vrais enjeux du transport ce n'est pas le rapport modal entre le ferroviaire ou le fluvial mais de décarboner les routes qui se prêtent plus aux longues distances.

Il ajoute qu'une attention très forte est portée sur les sites significatifs qui sont encore utilisés, et à proximité des métropoles, et qui garantissent l'approvisionnement de celles-ci.

– d'autre part, il s'interroge également sur la mise en compatibilité du SRC avec les documents d'urbanisme. Il signale que la difficulté en tant que professionnel, c'est de pérenniser la ressource.

Il relève également la problématique d'extension de gisement d'intérêt particulier dans les PLU et les ScoT.

Il termine sur l'économie circulaire, leur intégration dans le SRC, et sur la nécessité d'économiser les ressources naturelles. En ce sens, il souligne l'importance du circuit court. Il ajoute que le foncier est tendu.

M. BOISSON confirme la nécessité de préserver les carrières existantes. Il insiste enfin, sur l'importance d'accompagner les exploitants et de simplifier les démarches d'économie circulaire.

Il souligne le rôle essentiel du recyclage des déchets qu'il faut favoriser.

M. POISOT estime que ce schéma a pour vocation de donner de la perspective, et vient sécuriser une profession qui est déjà très contrôlée.

Il ajoute, que le SRC vient croiser tous les grands enjeux environnementaux et écologiques, qui sont aujourd'hui de plus en plus prégnants.

Il indique également, qu'il y a un intérêt collectif pour les élus, vis-à-vis de leurs populations, ainsi que pour les professionnels, à s'engager dans une perspective bien définie et bien claire.

Il demande que soit précisé l'organisation au niveau départemental, car le schéma doit vraiment répondre aux réalités du territoire.

Il rappelle qu'il faut apporter des réponses sur les points d'incertitude, notamment en matière de compatibilité pour les élus, lors de la création de leurs ScoT.

Il interroge la DREAL sur l'organisation du SRC, au niveau régional et à l'échelon local, ainsi que les prochaines étapes du calendrier.

M. CHARTIER répond que dans le comité de pilotage, côté État, il y a un certain nombre de préfet et des représentants de préfet de département ainsi que des représentants des DDT. Il ajoute que le préfet de l'Hérault fait partie du SRC mais pas le DDT de l'Hérault. Au niveau infra et concernant les collectivités, comme il a été demandé à plusieurs reprises par un certain nombre de SCoT, lors de la consultation antérieure, ils devront faire un accompagnement dans la mise en œuvre pratique de cette compatibilité des SCoT au SRC.

Il précise qu'il attend encore des éléments de précisions pour apporter un appui.

M. POISOT s'interroge sur le calendrier.

M. CHARTIER déclare que les textes ne prévoient pas de nouvelle CDNPS, mais la réunion du comité de pilotage (État et élus, professions, associations et experts) et une mise à disposition du projet de SRC, suivi d'un nouveau comité de pilotage.

M. LE SG demande s'il y aura des relais pour le porter à connaissance (PAC).

M. CHARTIER déclare qu'il n'a pas d'éléments de réponse sur ce sujet.

M. POISOT sollicite une information claire, une feuille de route ainsi que des réponses à toutes les interrogations soulevées lors de la réunion, pour les collectivités et les professionnels du département, pour ne pas rester dans l'incertitude.

Il propose d'organiser la prochaine commission de site, sur les lieux du site et de visiter la carrière.

Monsieur POISOT procède au vote.

Le projet du schéma régional des carrières (SRC) est adopté à la majorité moins une abstention.

La séance est levée à 10H50.

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général .

Le préfet



Frédéric POISOT